



Groupe des Experts Nationaux (GEN)

Rue Rajakoba Augustin Ankadivato Antananarivo

E-mail : mrcabram@moov.mg

Tél : 22 663 99

Communiqué

Toute forme de déstabilisation d'un régime élu démocratiquement en Afrique est fortement liée à l'implication directe ou indirecte des puissances étrangères.

Directe : par agression militaire

Indirecte : par complot d'assassinat des Présidents en exercice, commandité de l'extérieur comme au Burkina Faso, au Rwanda, au Mali, à Haiti.

Cette forme de déstabilisation est liée à la manipulation des forces politiques locales, jusqu'à la création et à l'appui des activités des forces rebelles au pouvoir : Syrie, Iran, Irak, Tchad, Centre Afrique, RDC, Mali...

Ces manœuvres de déstabilisation ont été notamment observées dans les pays francophones en Afrique.

La France, par sa présence militaire en Afrique, constitue une clé de voûte des relations dans le continent africain.

A partir des bases militaires de N'Djamena, Libreville, Djibouti, La Réunion, la France est en mesure d'intervenir un peu partout sur le continent.

Les accords de défense, tenus secrets, existent dans les pays africains, auxquels s'ajoutent des accords d'assistance technique et militaire, des protocoles relatifs à la sécurité des vols et des aéronefs militaires, de surveillance par satellite, des accords de formation des éléments des forces armées locales.

Face à la situation actuelle sur les tentatives de déstabilisation du régime à Madagascar, par une tentative d'élimination physique des différentes personnalités des hautes sphères, le silence des organisations régionales (SADC, COMESA, Union Africaine) est étonnant et inquiétant.

Le GEN condamne fermement toute forme d'assassinat politique et d'atteinte à la sécurité de l'Etat en Afrique, en particulier à Madagascar.

Le moment est opportun de démontrer à l'opinion internationale et nationale que Madagascar est un pays souverain et que la Justice a la faculté d'agir en toute indépendance dans les enquêtes et les jugements prononcés (séparation des pouvoirs).

En fait, le GEN exige que le procès des présumés terroristes soit public, transparent et transmis en direct, notamment par voie médiatique.

Toute forme d'évasion et de corruption ou d'intervention serait à condamner et à écarter.

Madagascar est une entité unique, attachée à sa culture et à ses valeurs. Nul n'a le droit de piétiner la souveraineté nationale.

Antananarivo, 28 juillet 2021

Signé :

Bruno Rakotoarison, Madeleine Ramaholimihaso, Charles Rakotonirina, Hasina Rakotoson, Cocken Razafiarison, Zafimandimby